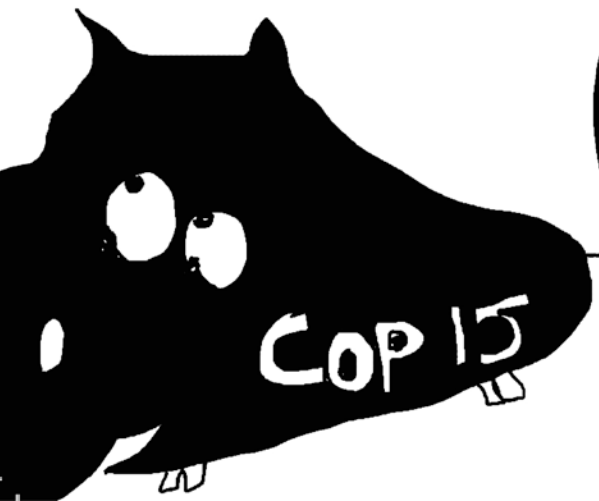
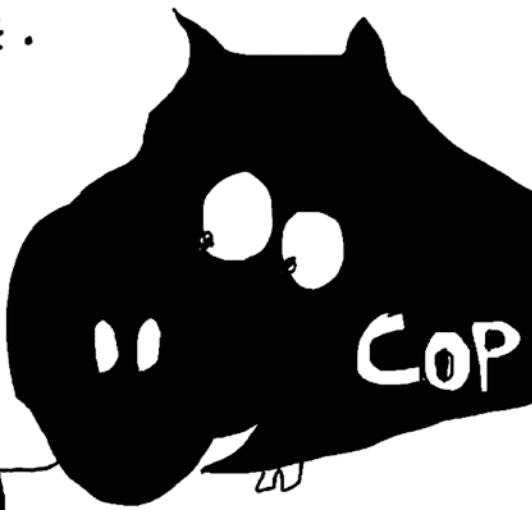
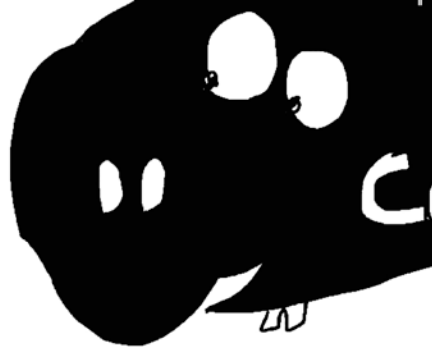


Pourquoi
le
CHANGEMENT
CLIMATIQUE
n'est pas
une question
ENVIRONNEMENTALE.



Pourquoi le changement climatique n'est PAS une question environnementale

4 Le capitalisme,
ou à qui profite le crime climatique?

6 Classes, travail et changement climatique :
TravailleurSEs du monde, unissez-vous !
Sauvez-le !

8 Migrations, frontières
et changement climatique.

11 Genre : le changement climatique
est une question féministe.

14 Militarisme : déclarer la guerre
au réchauffement planétaire.

16 Energie nucléaire
et production centralisée de l'énergie.

20 La Production alimentaire
et le changement climatique.

“ Cette brochure rassemble des textes écrits/traduits par des individu-e-s lié-e-s ou proches du réseau Climate Justice Action. Pour plus d'infos sur ce réseau, voir le site www.climate-justice-action.org “



Supported by
X-Y Solidarity Fund
www.x-y.org

Le sommet de Copenhague ou COP15 a réuni en décembre 2009 « dirigeants » mondiaux, multinationales et grosses ONG pour dessiner l'après-Kyoto et tenter d'empêcher une crise climatique catastrophique. L'échec de ces élites à mettre en place un accord est apparu dans toute sa clarté, causant une immense déception. Pourtant, il était prévisible. Quand les gouvernements assis à la table des négociations sont si loin des peuples qu'ils sont censés représenter, quand les multinationales ont obtenu leur puissance et leur place à cette même table par les pratiques qui sont responsables du changement climatique, allaient-ils faire amende honorable et changer de voie, au bénéfice de l'humanité et des écosystèmes desquels nous dépendons ? Ou bien allaient-ils tout faire pour continuer à étendre la privatisation de la planète, l'exploitation et la technocratie, avec l'aide des frontières et des guerres nécessaires à leur maintien ?

Cette brochure souhaite mettre en lumière l'incapacité fondamentale des gouvernements à résoudre la crise – et à l'inverse, la nécessité qu'il y a pour nous à reconquérir notre pouvoir et à agir, probablement en dépit de ceux-ci. L'objectif de ces textes n'est pas de monter à bord du train fonçant des élites et de dépeindre une apocalypse imminente, encourageant les politiques basées sur la peur. Il est, en reliant les différents points que sont les différentes luttes, de faire apparaître l'image dans sa globalité. De montrer les enjeux réels du débat sur le changement climatique, et de dénoncer ce dernier, non comme une question purement « environnementale »,

mais comme le symptôme qu'il est de la faillite d'un système qui nous détruit et ravage notre planète. Les « solutions » de ce système, les seules abordées à Copenhague, et qui continueront à être mises en avant par les gouvernements et les médias, sont basées sur le marché, afin de satisfaire les puissants lobbies des multinationales. Marché du carbone, agrocarburants, énergie nucléaire, mécanismes de « compensation »... Ces fausses solutions n'envisagent pas un instant de réduire les émissions de gaz à effet de serre directement à la source, dans nos pays industrialisés, et sont par conséquent très loin de permettre les réductions d'émissions réellement nécessaires. Elles se révèlent par ailleurs parfois extrêmement dangereuses dans leurs applications, en accroissant dramatiquement les inégalités Nord/Sud, les problèmes environnementaux et l'injustice sociale au sein des pays en voie de développement. Ces pays, ces paysan-ne-s, ont pourtant des solutions. Le large mouvement social qui s'est cristallisé autour du sommet de Copenhague se donne désormais pour objectifs de permettre la mise en place, par tout un chacun, individuEs ordinaires, de ces alternatives et solutions réelles, soutenables et justes qui viennent de la base ; de promouvoir l'action directe et la désobéissance civile pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à la source même, dans nos pays industrialisés, en vue d'une transition de nos économies vers une société neutre en carbone ; et de lutter pour la justice climatique en dénonçant les pratiques destructrices du capitalisme vert et du colonialisme climatique qui sévissent grâce aux mécanismes censés résoudre la crise.

Le capitalisme, ou à qui profite le crime climatique ?

La prise de conscience environnementale généralisée actuelle est utile à ceux qui développent activement la notion de « capitalisme vert ». Il permet de recréer l'adhésion citoyenne à des structures dépassées et décrédibilisées par la crise systémique qui les secoue. Les multinationales repeignent leurs enseignes en vert, leurs campagnes publicitaires rivalisent de « greenwashing »*, et elles poursuivent les mêmes pratiques destructrices.

Avec l'effondrement des marchés financiers, la foi dans le futur du capitalisme a été sérieusement ébranlée. Malgré cela, le même principe qui a conduit à la crise, celui de marché immatériel de produits dérivés**, est à l'origine de la création du marché du carbone, qui invente un prix

au CO2 contenu dans l'air. C'est cela, la proposition principale de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (ou en anglais, United Nations Framework Convention on Climate Change, UNFCCC) : un marché du carbone mondialisé, au sein duquel les entreprises vendent et achètent des crédits symbolisant leur droit à polluer. Ce type de marché immatériel, dont le prix du « bien » est inventé, conduit inmanquablement à une spéculation et des pratiques frauduleuses gigantesques, puis à une bulle géante, et à son éclatement. Or cette fois, ce ne sont pas les profits des banques et des multinationales ou nos emplois qui sont en jeu, mais un changement climatique irréversible de grande ampleur qui pourrait laisser nos enfants hériter d'un terrain vague.

Le nouveau « CO2LONIALISME »

Les multinationales qui en ont les moyens peuvent obtenir des crédits-carbone ; et des mécanismes à la complexité bien pratique peuvent leur en faire obtenir encore davantage, comme le « mécanisme de développement propre », MDP (en anglais Clean Development Mechanism ou CDM). Au sein de ces « mécanismes flexibles », les entreprises reçoivent des crédits en investissant dans les pays du Sud ou en Europe de l'Est, dans des projets qui émettent moins de dioxyde de carbone qu'un autre projet potentiel qui aurait pu être construit à la place. Ce système est infesté de fraudes, parce que l'« autre projet potentiel » est décrit par l'entreprise elle-même, qui décide ensuite de la quantité de CO2

« évitée ». Ces mécanismes flexibles ne réduisent pas les niveaux d'émissions actuels. Ils sont devenus un prétexte pour augmenter l'expansion industrielle au Sud, en investissant dans des projets de l'industrie chimique ou dans des centrales à charbon. De plus, selon de nombreuses études, ces projets (qui comptent aussi des monocultures pour la production d'agrocarburants, des constructions de méga-barrages,

* Jeu de mots anglais difficile à traduire, relatif au fait de rendre les choses opaques en y appliquant une couche de vernis vert « écolo ».

** Produit financier dont la valeur dépend de celle d'une marchandise ou d'un autre actif financier.

de fermes éoliennes gigantesques, etc) provoquent de graves problèmes environnementaux, sociaux et économiques là où ils sont implantés. Ces mécanismes légitiment et accélèrent l'expropriation des terres et l'appropriation des ressources naturelles dans ces pays.

L'accord REDD (« Reducing Emissions from Deforestation in Developing countries », réduire les émissions liées à la déforestation dans les pays en voie de développement), actuellement en cours

de négociations, intensifie ce processus. Les terres forestières sont privatisées et délivrées aux multinationales, abolissant le pouvoir de décision des populations indigènes ou des communautés locales, ou les bannissant simplement de leurs terres, afin que l'entreprise puisse « préserver » la forêt et profiter des crédits-carbone gagnés. Ironie du sort, « sauver l'environnement » est en passe de devenir la dernière excuse à la mode des autorités oppressives, alliées du nouveau colonialisme vert.

Changer le système, pas le climat !

Au lieu de reconnaître le changement climatique comme l'avertissement ultime nous indiquant que nos systèmes actuels d'organisation, d'utilisation de l'énergie, de production et de consommation ne fonctionnent simplement pas à long terme, les gouvernements et les multinationales prennent en otage l'environnement pour nous embarquer dans une nouvelle vague d'accumulation réservée à une élite. Devant un danger de l'ampleur du changement climatique, la création de nouveaux marchés est la seule solution qu'ont produit près de deux décennies de négociations, sous la coupe des lobbies industriels. Le système capitaliste a peut-être fonctionné suffisamment pour fournir un certain niveau de confort matériel à une minorité d'habitant-e-s de la planète, mais il repose malheureusement sur la croyance fantaisiste que les ressources naturelles, y compris atmosphériques, sont inépuisables. Cette croyance s'effondre. Et comme pour tout ce qui perdure après la disparition des conditions matérielles qui l'ont vu évoluer, le règne de ce système tire à sa fin. Ce qui peut et doit le remplacer, ce sont des

alternatives qui existent déjà, communes à maintes expériences locales ; et toutes celles qui restent à créer, pour des modes de vie différents, adaptés au temps présent et à la réalité de la planète.

DOSSIERS de l'Extinction: la créature qui consommait trop.

Egalement connu sous le nom d' homo sapiens.

Plus connu sous le nom d' homo stupidus.



Classes, travail et changement climatique : TravailleurSEs du monde, unissez vous ! Sauvez-le !

Le changement climatique n'est pas une question d'émissions de carbone. La dégradation de l'eau, des sols et des ressources minérales, et la décimation de la biodiversité et des écosystèmes que nous vivons aujourd'hui sur toute la planète – en premier lieu dans les zones les plus pauvres et marginalisées – sont le résultat d'une faillite annoncée de la relation entre l'activité économique humaine et le reste de la vie sur terre. Il est maintenant clair que si cette relation n'est pas radicalement modifiée dans les années à venir les conséquences seront désastreuses.

Qu'est ce que cela met en évidence? Le langage même que nous utilisons et les métaphores dans lesquelles nous puisons pour décrire la crise écologique, celui de l'épuisement, de la dégradation et de l'exploitation, nous sont familier en tant que syndicalistes et militants de la classe ouvrière. Tout autour du monde des travailleurSEs subissent le surmenage et l'exploitation jusqu'à un point d'effondrement physique et mental. La réalité à laquelle nous sommes confrontéEs maintenant est que l'exploitation a augmenté de tellement de façons différentes que la planète elle même est confrontée à un tel effondrement. La force qui mène l'arrachement des forêts tropicales et l'empoisonnement de l'atmosphère est la même force que celle qui mène l'exploitation d'un être humain par un autre: la logique du capitalisme. Nous ne devrions marquer aucune

distinction entre sa volonté d'anéantir la vie humaine ou celle de n'importe quelle autre chose vivante.

Nous sommes suffisamment créatifVEs et dynamiques pour être capable de construire des sociétés qui ne se mettent pas elles-mêmes dans un état de guerre perpétuel contre les autres êtres vivants avec lesquels nous partageons la planète. Nous pouvons voir des preuves de cela dans les communautés locales et autochtones à travers le monde qui ne répondent pas à la logique du profit. Cependant, en ce moment même nous ne sommes pas cELLEux ayant le contrôle de notre propre créativité ou dynamisme; de notre capacité à produire. La question de base de savoir qui décide vers quoi le travail et les efforts des personnes sont dirigés est la clé pour comprendre la dégradation de l'environnement. Reprendre le contrôle de notre propre travail en l'arrachant à la classe des patrons, qui ont génération après génération gaspillé les personnes et les ressources, doit être un combat mené avec le feu et la passion reflétant la connaissance du fait que, dans cette lutte, tout est en jeu. Un changement révolutionnaire et l'adoption d'un nouvel ensemble d'impératifs dans la gestion de notre Travail est nécessaire pour créer une quelconque véritable durabilité.

Le mouvement contre le racisme environnemental, qui commença avec des personnes de couleur luttant contre les

injustices environnementales aux USA, affrontait la discrimination raciale dans les prises de décisions environnementales. Plus tard, cette lutte n'a plus été identifiée seulement comme une lutte de race mais aussi comme une lutte de classe, puisque des règlements et des lois (des traités internationaux dans ce cas) en cours d'exécution avait un impact délibéré sur des communautés marginalisées, en termes de traitement de déchets toxiques, de mise en œuvre d'industries lourdes polluantes, ou de méga projets produisant de l'énergie « propre » pour d'autres.

Alors quoi? Il est maintenant assez facile de dire qu'il n'y aura jamais de société capitaliste durable. Nous ne pouvons pas faire partie d'un mouvement qui est satisfait de dire « nous nous occuperons de l'environnement après la révolution », ni « oubliez la révolution; nous devons sauver la planète ». L'analyse à la fois de ce qu'il se passe déjà et du futur impact probable du changement climatique fait clairement ressortir que de plus en plus, il va y avoir des conséquences énormes sur les vies quotidiennes de vastes sections de la population mondiale – et bien sûr, les premières et les plus touchées seront les sections les plus pauvres de chaque société.

Les exemples de comment cela pourrait se dérouler sont partout. L'année dernière il y a eu des émeutes à Mexico, au Maroc et aux Philippines suite à un bond des prix des denrées alimentaires, dut presque entièrement à l'augmentation mondiale de l'utilisation d'agrocarburants. Le grand facteur caché responsable des conflits récents en Somalie et au Darfour était la vaste réduction des zones de terre

arable résultant du stockage de l'eau et de la désertification. Quand nous pensons à la fois aux forces qui ont généré ce désastre et plus précisément aux personnes qui en paieront les conséquences, les divisions de classe sont ouvertement exposées. Ce ne sera pas cELLEux qui ont de l'argent et des technologies qui devront quitter les zones les plus affectées ou payer les mesures à prendre pour l'adaptation. Les plus affectéEs seront cELLEux qui portent aujourd'hui le moins de responsabilité: cELLEux qui n'ont pas de pouvoir économique ou social.

Il est clair que la destruction écologique et ses résultats sont et deviendront de plus en plus un point central de la véritable lutte des classes. Il n'y a pas de meilleur exemple de la faillite complète du capitalisme en tant que mode d'organisation de notre société pour sa survie et son avantage à long terme, que le fait que maintenant il menace la capacité même des écosystèmes de la planète à héberger des formes de vie complexes telle que la nôtre.

Le principe de base de Workers Climate Action (Action Climat Ouvrière) est dans tous les cas d'être solidaire des oppriméEs; dans le cas d'une industrie causant des dommages écologiques il existe donc une contradiction: alors que la nécessité économique à court terme des travailleurSEs irait à l'expansion et à la poursuite de cette industrie, l'intérêt général de la classe ouvrière et du monde est que les compétences des travailleurSEs soient appliquées à un autre rôle. Le seul principe qui peut passer outre ce problème est celui de la solidarité: solidarité avec les personnes et la planète, sans aucune distinction.

Migrations, frontières et changement climatique

Chaque année, nous voyons des milliers de personnes fuir leur pays d'origine, en Afrique sub-saharienne, au Moyen-Orient, en Amérique Latine et en Asie, dans l'espoir d'une vie meilleure. La majorité d'entre elles se déplacera vers des pays proches, mais quelques-unes tenteront le long et dangereux périple vers l'Europe ou les Etats-Unis. Il est impossible de déterminer exactement combien de personnes sont forcées de migrer directement en raison du changement climatique. Cependant, ce qui apparaît clairement, c'est que les richesses et les privilèges dont jouissent les pays du Nord résultent en grande partie de l'exploitation des terres, individus et ressources de deux-tiers du monde, précisément ces procédés qui ont entraîné le développement du capitalisme industriel et causé le changement climatique.

Les populations pauvres du monde n'ont pas causé le changement climatique, mais elles sont plus vulnérables à ses effets tant en raison du lieu que de la façon dont elles vivent. Que ce soit dans des zones agricoles ou des bidonvilles du Sud, elles disposent de moins d'options pour s'adapter en cas de problème. L'Afrique et l'Asie du Sud-Est, par exemple, comptent parmi les zones géographiques les plus vulnérables de la planète en terme de sécheresses, de hausse du niveau des mers et autres événements météorologiques extrêmes comme les ouragans ou les inondations. Mais cela n'est pas exclusif aux pays du Sud : quand l'ouragan Katrina a frappé la Nouvelle-Orléans, ce furent les quartiers noirs défavorisés qui

furent touchés le plus violemment et leurEs habitantEs qui furent depuis lors excluEs de leur lieu de vie.

Les systèmes politiques qui reposent sur le fait de placer un groupe de personnes au-dessus d'un autre répondent déjà à l'impact potentiel du changement climatique. Avec la « guerre contre le terrorisme », les politiques sécuritaires et le nationalisme ont essaimé mondialement ; le changement climatique est utilisé pour renforcer la légitimité des concepts de « préservation nationale » et de « sécurité intérieure ». Ainsi, l'état indien construit actuellement une barrière de délimitation au niveau de sa frontière avec le Bangladesh, un pays davantage en péril que presque n'importe quel autre face aux conséquences dévastatrices de la hausse du niveau des mers. Cette barrière a été explicitement décrite comme une protection contre les migrations. Si le niveau des mers augmente et que les habitantEs du Bangladesh sont forcés de quitter leurs foyers, ilLes se retrouveront désormais piégés à l'intérieur de ce périmètre.

Le parti d'extrême-droite britannique, le British National Party, s'intéresse de très près aux questions des dégradations de l'environnement, du pic pétrolier, des ressources alimentaires et de la famine. Pour des fascistes de cette sorte, le changement climatique offre l'occasion rêvée d'essayer de défendre leur conception du monde, basée sur la vision d'une humanité divisée en races et nations en conflit et compétition constants. Ce que ces personnes

pourraient prôner à l'heure où nous ferons face aux effets du changement climatique est difficilement supportable à envisager.

En avril 2009, l'alliance de guerre de l'OTAN a célébré son sixième anniversaire lors d'un sommet organisé afin de discuter des nouvelles directions stratégiques de l'alliance. Un document stratégique publié en avril 2007 soulignait la nécessité d'une « approche plus proactive », au sein de laquelle la préemption et la prévention des menaces sont centrales. Aux yeux des stratèges de l'OTAN, un éventail de menaces existe dans le monde incertain d'aujourd'hui, depuis le terrorisme et la criminalité transnationale jusqu'aux troubles résultant des crises alimentaires, les migrations importantes vers les pays de l'OTAN et les conflits sociaux naissant du changement climatique. Ce document maintient qu'une véritable « défense » passe par le concept de « sécurité intérieure », qui requiert une « approche globale » des domaines militaires, policiers, politiques, de la recherche, du monde académique et de la société civile, et la poursuite de la dissolution de la distinction entre sécurité intérieure et extérieure, pour construire une « architecture de sécurité globale ». On peut déjà parler d'un boom du marché mondial des bases de données, des lecteurs de données biométriques, des programmes de « data-mining » (extraction de connaissances à partir de données) et autres technologies de contrôle, et les multinationales s'appêtent à en retirer des profits énormes.

À l'automne 2009, les ministres de l'intérieur se sont rencontrés sous la présidence de la Suède afin de dis-

cuter du cadre de travail pour la sécurité intérieure en Union Européenne pour les cinq ans à venir. Le « Programme de Stockholm » mènera à davantage de surveillance de l'internet, un accès mis en commun aux bases de données de la police au niveau européen et davantage de collaboration transfrontalière de la police pour lutter contre les « migrations illégales ». Il forcera les pays situés hors de la zone de l'Union Européenne à reprendre leur Es citoyenNEs qui entrent en UE sans visa, accentuera l'utilisation des techniques biométriques, de l'identification par fréquences radio (RFID) et élargira l'agence de police Europol ainsi que l'organisme de surveillance des frontières Frontex.

La liberté de mouvements est un droit commun contesté. Envisagée comme une forme de mondialisation depuis la base, le phénomène de la migration est contenu, dirigé et restreint par un processus de « transnationalisation » venant du sommet. Et avec une augmentation de la mobilité et des migrations, les migrations irrégulières sont perçues comme une menace par rapport à l'ordre mondial et à l'intégrité de l'état-nation. Le « projet état-nation » est défié par une globalisation non-réglée. Les frontières sont une tentative de limiter et de privatiser la liberté de mouvement en tant que droit commun. Où qu'un phénomène de migration physique apparaisse, de nouvelles frontières sont érigées, où l'on est « traitéE », « profiléE », « triéE », « filtréE », « contenuE », ou « rejetéE ». La frontière est un lieu de rapports de forces inégaux, où une sélection est opérée entre celle/celui jugéE utile ou importunE par rapport aux demandes du marché.

La frontière est un lieu de conflit qui coûte annuellement leur vie aux nombreuses personnes qui tentent de la traverser en dépit des dernières avancées technologiques en matière de sécurité, surveillance et contrôle. Ces personnes meurent asphyxiées dans des containers, noyées dans les rivières et océans, explosent sur des champs de mines ou se font tirer dessus par les gardes-frontières.

Le mouvement No Border* se positionne de façon clairement anti-autoritaire ; il lutte pour la liberté de mouvement pour touTEs et l'abolition des frontières, et dénonce l'injustice massive d'un système qui exploite les genTEs et les ressources tout autour du monde au seul bénéfice d'une minorité. La gestion de l'immigration de la Forteresse Europe est conçue pour préserver cette division. Et alors que l'Union européenne travaille en direction d' « une Europe », le « projet état-nation » se poursuit bien au-delà des frontières européennes. De nouvelles frontières sont créées et les frontières existantes sont transformées afin d'exclure d'Europe le groupe grandissant de réfugiéEs climatiques.

Une dimension cruciale du mouvement No Border est le soutien et la construction d'un mouvement radical consacré au changement climatique qui lutte contre l'utilisation de la menace du chaos

climatique comme un prétexte pour des contrôles migratoires plus draconiens encore. Le mouvement radical pour l'action climatique critique les réponses apportées par les gouvernements et l'industrie face au chaos climatique. Par exemple, la mise en place d'un rationnement carbone qui nous mènerait de fait tout droit vers un état policier, le développement des agro-carburants qui s'approprient la terre et réduisent la capacité de production alimentaire des pays du Sud afin de remplir les réservoirs des voitures et avions au Nord, et le marché du carbone qui applique la logique du marché pour tenter de résoudre un problème créé par la logique de marché. Le mouvement No Border se base sur une même résistance face aux intrusions sur nos libertés et constate que les systèmes de contrôle testés par les gouvernements sur les migrants auront un impact sur nous tous. Ceux qui ont promu et profité de nos modes de vie à teneur élevée en dioxyde de carbone ne sont pas seulement responsables des niveaux actuels de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, ils sont également ceux qui entendent maintenir leur position privilégiée de richesse en mettant en place les éco-technologies et développant le capitalisme vert, tout en fortifiant en permanence les murs qui les entourent.

* « Pas de Frontière ».

Genre : le changement climatique est une question féministe

Alors que l'évidence du changement climatique devient de plus en plus impérieuse, la bataille pour savoir qui va en définir les causes, effets et solutions, va s'intensifier. Quelles sont les voix qui se font entendre ou non continuera à être une question politique clé de notre temps, amenant la classe, la couleur, l'âge et les divisions entre les sexes au premier plan. Les femmes et les enfants vivant dans la pauvreté sont les moins responsables du changement climatique mais les plus lourdement affectés par son impact. Exclues des circuits d'information et écartés des structures de prise de décisions au niveau local et international, celles qui résistent sont criminalisées. Tel est le cas de la femme indigène Mapuche qui a été en prison pendant plus de cinq ans, défendant son territoire et les forêts contre les entreprises forestières au Chili.

Le changement climatique a un impact disproportionné sur les femmes dans les régions rurales les plus pauvres. Les femmes y remplissent des rôles combinés en tant que productrices et fournisseuses de nourriture, d'eau et de combustible, salariées apportant des revenus, chefes de famille et soignantes. Leur responsabilité dans l'usage et la préservation des terres pour la production alimentaire et le bois de chauffe, et leur dépendance au sols en résultant, les rends vulnérables aux effets des changements climatiques tels que la désertification, l'érosion et la dégradation des sols. Diminution du rendement des cultures et de la capacité à accueillir

l'élevage, baisse de productivité et baisse des revenus sont les conséquences de ces effets. La diminution de la biodiversité affecte le rôle des femmes dans les soins de santé et leur accès aux plantes médicinales. On oublie vite que environ 80% de la population mondiale utilise la médecine traditionnelle pour répondre à ses besoins de santé de base. Ainsi, lorsque la base de ressources sur lesquelles s'appuient ces femmes est sapée, leur sécurité alimentaire et le bien-être de leurs familles sont gravement menacés. L'épuisement des ressources naturelles et la diminution de la productivité agricole ne fait qu'augmenter la charge de travail des femmes, et réduit encore leur temps disponible pour participer aux processus de prise de décisions (cela étant, si elles sont autorisées à participer à ces processus en premier lieu).

Dans de nombreuses régions, les femmes sont les principales gardiennes des forêts et de leur riche biodiversité. Les femmes possèdent des connaissances locales et/ou autochtones étendues sur les espèces d'arbres, les plantes comestibles et celles ayant des capacités de guérison, mais leur rôle dans la conservation des forêts n'est toujours pas reconnu: les femmes sont pratiquement absentes dans le secteur forestier officiel et en particulier aux postes de décision. Leurs voix sont ignorées lorsqu'une forêt doit faire la place à de grandes plantations d'eucalyptus gérées par des sociétés privées - un arbre feuillu à croissance rapide, qui est un favori de l'industrie internationale des produits forestiers, et qui

joue un rôle clé dans les accords gouvernementaux internationaux sur le changement climatique. Dans leur approche du marché du carbone, et dans des jeux de systèmes de comptabilité fictive de carbone, les négociateurs internationaux favorisent ces projets d'absorption de CO₂ de grande envergure dans le Sud, tout en marginalisant les contributions non-corporatives, non-étatiques et non-expertes vers la stabilité climatique.

À Minas Gerais, au Brésil, par exemple, la Société Plantar S.A. a demandé des crédits carbone pour l'expansion de ses plantations d'eucalyptus en monoculture. Ces plantations non seulement occupent des terres publiques, qui selon la loi brésilienne appartiennent aux paysans pauvres, elles dégradent et détournent aussi l'approvisionnement en eau en l'éloignant des villages locaux, et réduisent considérablement la biodiversité. Le «Mécanisme de développement propre» du Protocole de Kyoto a dans les faits fermé la porte aux solutions de petite échelle, non-corporatives, venant de la base - comme les systèmes qui encouragent un contrôle local des forêts existantes et l'amélioration de leur capacité à absorber le CO₂, tout en produisant du bois de chauffe de façon durable. Au lieu de cela, de nouvelles formes de droits de propriété exclusifs sont créés et coupent l'accès des femmes à leur collecte de bois de chauffe, à une part de l'alimentation et à la domestication des semences. Ces femmes n'auront pas non plus accès aux quelques emplois de «garde forestier» qui seront créés.

La lutte pour la terre est combattue aux côtés de la lutte pour l'eau. En raison du changement climatique, l'eau douce va

devenir plus rare à mesure que les températures s'élèvent et que les sources d'eau naturelles se tarissent. La privatisation ajoute ici une entrave supplémentaire à une juste distribution de l'eau. Les ménages à faible revenu, en particulier ceux tenus par des femmes, peinent à payer les montants forfaitaires importants de connexion aux réseaux d'eau et les versements mensuels supplémentaires. C'est pour cela que les femmes ont joué un rôle central dans la lutte contre la vente des services publics de l'eau aux sociétés transnationales.

Les femmes souffrent beaucoup dans les guerres, qui vont inévitablement augmenter à mesure que les gens bataillent pour l'accès à des ressources dont les réserves diminuent, comme l'eau douce et les terres arables. En temps de guerre, les femmes sont souvent impitoyablement violées lorsque le viol est utilisé comme une arme militaire, et sont laissées seules à s'occuper de leur famille dans des conditions précaires lorsque leurs maris sont tenus de se battre.

Quand il s'agit de catastrophes naturelles immédiates - telles que les ouragans ou les tsunamis - les réseaux d'informations de prévision et d'alerte sont orientés vers les hommes et souvent, ne tiennent pas compte des circuits d'information des femmes. En raison de leur accès limité à l'information, les femmes courent des risques plus importants. Les restrictions culturelles sur la mobilité des femmes peuvent aggraver le problème. Pendant le cyclone de 1991 au Bangladesh, beaucoup plus de femmes que d'hommes sont mortes parce que les avertissements ont été diffusés dans les espaces publics interdits aux femmes et que les femmes ont tardé à quitter leurs foyers par crainte de briser les normes culturel-

les de modestie. Le domaine de la gestion des catastrophes est également dominé par les hommes et les besoins d'information et de services des femmes sont souvent négligés dans la réponse aux catastrophes.

Les femmes pauvres en particulier sont exclues des informations qui leur donneraient la possibilité d'agir au moment de l'impact, et dans le long terme, de l'information qui les aiderait à reconnaître les modèles systémiques, et à reconnaître que l'injustice, ainsi que la justice, sont sociales et ont une longue histoire.

Le changement climatique est réel, mais il est aussi utilisé comme une nouvelle rhétorique pour alimenter les anciens systèmes de contrôle et de répression. Cela signifie que nous devons garder un œil sur les préoccupations les mieux divulguées au sujet des menaces posées, et juger si elles sont justifiées ou utilisées pour des discours alarmistes qui servent d'autres objectifs plus problématiques et renforcent la répression. Par exemple, la menace de la population: les prévisions de croissance de la population dépassant la capacité d'absorption de la planète ont longtemps été populaires dans les milieux environnementalistes. Celles-eux qui cherchent à rejeter la responsabilité du changement climatique de la consommation et des modèles de production du Nord sur les populations pauvres du Sud, laissent, en toute sécurité, le capitalisme hors de cause. Leur argument de la « surpopulation » n'ose pas appeler à une nouvelle forme d'organisation sociale qui pourrait rendre les terres et les ressources accessibles et partagées plus équitablement, contribuant à réduire la pauvreté et à créer des modes

de vie plus durables, mais indique implicitement que la fertilité d'un certain groupe de femmes doit être contrôlée. Dans le passé, un tel raisonnement a contribué à la mise en œuvre de politiques de contrôle de populations oppressives, profondément nuisibles à la santé et aux droits des femmes pauvres partout dans le monde, aux femmes de couleur et aux femmes de la classe ouvrière.

Dans le contexte du changement climatique les femmes pauvres se voient confrontées à des batailles multiples: dans la lutte contre le patriarcat, dans la reprise du contrôle de leurs terres, de leurs ressources alimentaires et de leurs ressources en eau, dans leur revendication à l'accès aux plantes médicinales et à l'information, et enfin dans la sauvegarde du contrôle sur leur corps .

L'exclusion, lors des négociations internationales sur le climat, des femmes, des enfants, des pauvres et en général des voix de la majorité des personnes qui seront les plus touchées par les conséquences du changement climatique, signifie que de telles négociations sont totalement antidémocratiques et ignorent les solutions déjà vécues par ces populations, en favorisant plutôt une série de fausses solutions qui créent des profits énormes pour des intérêts particuliers qui eux ont une place autorisée à la table des négociations, au détriment dévastateur de cELLeux qui en sont excluEs.

Militarisme : Déclarer la guerre au réchauffement planétaire

Avec la somme d'argent dépensé pour les guerres chaque année, nos bien-aimés «leaders du monde» pourraient facilement atteindre les objectifs internationaux du protocole de Kyoto sur le changement climatique, ainsi que de les Objectifs de Développement du Millénaire pour la réduction de la pauvreté et le développement; ils pourraient mettre en place les mesures d'efficacité énergétique nécessaires et des technologies d'énergie renouvelable locales pour tous, et ils pourraient empêcher la destruction de la vie humaine et animale et de l'environnement ...

Mais quelles sont les priorités budgétaires alors que les rapports de force actuels ont besoin d'être soutenus et renforcés, en particulier dans des moments de crises multiples comme ceux-ci? La guerre est un gros business et une industrie majeure qui prospère sur la crise. À elle seule elle assure des crises constantes, soit par la force physique soit par des discours politiques qui justifient un flux d'argent constant. Par exemple, de l'extrême droite aux ONG environnementales plus modérées, un discours de panique nous suggère un tsunami de corps sur le point de frapper nos pays, on s'attend à ce que des vagues affamées de réfugiés climatiques s'échouent sur nos côtes. L'alarmisme de population est ici lié à un scénario de changement climatique où la dégradation de la capacité d'hébergement dans les zones surpeuplées cause une augmentation des guerres, de la maladie, de la famine et pour finir la migration vers le Nord. Nous trouvons ce récit-menace reproduit dans le

document de stratégie de l'OTAN discuté au Sommet de Strasbourg en avril 2009, ces scénarios de changement climatique ont été utilisés pour justifier une augmentation des budgets pour le contrôle interne et externe des frontières militaires et pour légitimer la guerre personnelle de l'OTAN contre le groupe même des réfugiés qu'il a contribué à créer.

Si nous examinons plus en détail le rôle du militaire dans la crise climatique, nous voyons que l'appareil militaire consomme un approvisionnement énergétique disproportionné: de l'énergie pour la fabrication de véhicules et d'armes, de l'énergie pour la construction et le démantèlement des bases militaires, de l'énergie pour la construction de routes pour l'accès militaire, et de l'énergie consommée lors de la reconstruction de tout ce qui a été explosé par l'armée. Sans parler de l'énergie requise par les partenaires de l'armée, comme la NASA et l'industrie nucléaire. Dans le cas des États-Unis, l'ironie est que l'armée utilise de grandes quantités de pétrole pour alimenter la guerre en Irak, celle-ci étant menée, au moins en partie, pour assurer l'avenir du contrôle américain sur l'approvisionnement en pétrole. Le Pentagone est le plus gros consommateur de pétrole au monde.

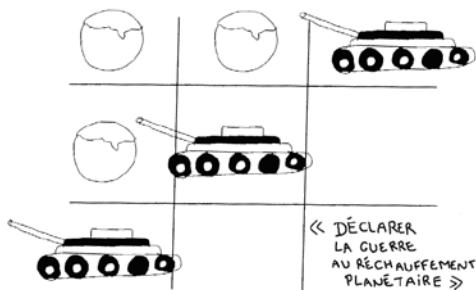
Jusqu'à 10% des émissions totales de dioxyde de carbone sont le résultat de l'activité militaire. Un seul avion KC135 utilise 167 litres de carburant par minute – émettant la même quantité de dioxyde de carbone que 2000 voitures. Les forces militaires du monde sont également

responsables de la libération de plus de deux tiers du CFC-113 dans la couche d'ozone. L'armée américaine est le plus grand pollueur du monde et génère plus de produits toxiques par an que les cinq premières entreprises chimiques combinées... autant pour « l'emprunte de botte » écologique (l'emprunte écologique de l'armée). Après l'impact direct de la guerre, on se retrouve avec une contamination chimique et parfois radioactive de l'air et des eaux souterraines, des marées noires ou des forêts brûlées, et bien sûr la dévastation des habitations et des infrastructures locales, tout cela mettant en danger l'habitat et la vie des personnes et des animaux pour les générations à venir .

Cette soif de ressources dépasse largement les combustibles fossiles tels que le pétrole. L'utilisation militaire de métaux comme l'aluminium, le cuivre, le nickel et le platine est supérieure à la demande totale de ces matières dans l'hémisphère Sud. C'est pourtant dans l'hémisphère Sud que des troupes paramilitaires formées aux États-Unis mènent la guerre contre des paysans sans armes et des communautés autochtones, les déplaçant de leurs terres qui seront privatisées pour des projets miniers d'exploitation de la bauxite (aluminium), du cuivre ou de l'uranium, et c'est dans le Sud que les guerres font rage à coups de kalachnikovs, de gourdins et de couteaux, pour le contrôle et le profit tiré de l'exploitation des matières premières nécessaires à faire encore plus de chars, d'avions de combat et de missiles pour d'autres guerres.

Pendant ce temps, dans ces régions où l'impact du changement climatique est déjà évident, les guerres pour les ressources en eau douce et les terres arables ont déjà coûté

de nombreuses vies. Les profits à tirer des solutions du capitaliste vert au changement climatique, comme les plantations de compensation de carbone et les agro-carburants, ne font qu'intensifier les saisies de terres de nature néo-coloniales. Le nouvel appui à l'énergie nucléaire prend pour acquis les zones de conflit et de répression nécessaires autour des sites d'extraction d'uranium, l'uranium appauvri, sous-produit de l'enrichissement d'uranium, est une ressource précieuse pour le blindage des chars, la fabrication de bombes, et des balles de mitrailleuse.



Le capitalisme résulte en la nécessité d'une guerre permanente et d'une extraction des ressources sans cesse croissante, provoquant la dégradation de l'environnement, le changement climatique et l'injustice sociale et toujours plus de guerre. Les solutions aux changements climatiques au sein de ce système ne font que nourrir la machine de guerre et renforcer les régimes autoritaires de contrôle, tout en dégradant davantage les droits des peuples et des animaux.

L'armée américaine a récemment lancé sa "guerre contre le réchauffement planétaire", en attribuant aux «forces armées un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique». Une nouvelle frontière dans la lutte pour la liberté et la justice ...

L'énergie nucléaire et la production centralisée de l'énergie

Il y a seulement dix ans, l'industrie nucléaire était donnée pour morte. Les coûts élevés de la construction et du démantèlement des centrales nucléaires, l'impossible tâche de se débarrasser des déchets nucléaires de façon sûre, ainsi que les catastrophes humaines et environnementales de Tchernobyl, Tokaimura et Three Mile Island (parmi bien d'autres), ont fait du nucléaire une forme de production d'énergie hautement indésirable. Un certain nombre de pays européens ont prévu de sortir totalement du nucléaire.

Mais récemment, dans un éclair de génie stratégique, l'industrie du nucléaire s'est construit une planche de salut à partir du changement climatique. Dans le cadre des négociations internationales, des lobbyistes sans scrupules promeuvent l'énergie nucléaire comme une solution climatique faiblement émettrice de CO₂. Les quatre dernières années les ont vu forcer avec succès le retour de l'énergie nucléaire à l'ordre du jour de l'élaboration des politiques énergétiques européennes, en ce qui fut surnommé une « renaissance nucléaire ».

Fin 2005, le Parlement européen signait une « déclaration sur le changement climatique et l'énergie nucléaire », initiée par Foratom (le forum atomique européen, une association de l'industrie de l'énergie nucléaire en Europe). « L'énergie nucléaire devrait jouer un rôle de plus en plus important dans la lutte mondiale contre le changement climatique et demeurer un pilier des politiques européennes

de l'environnement et de l'énergie », déclarait le document. « Nous sommes fermement convaincus qu'une utilisation croissante d'énergie nucléaire – l'élément singulier le plus important dans la lutte contre le changement climatique – est essentielle ».

Mais l'énergie nucléaire n'est ni rentable ni efficace pour réduire les émissions de CO₂ ; elle n'est pas une énergie renouvelable et équivaut, si elle n'est pire, à l'énergie des combustibles fossiles au niveau des dégâts qu'elle cause depuis l'extraction jusqu'au traitement des déchets et au démantèlement des centrales.

Si on prend en compte toutes les étapes nécessaires à la production de l'énergie électrique dans une centrale, on constate que la production d'énergie nucléaire produit de vastes quantités de CO₂, depuis l'extraction d'uranium, son enrichissement et son transport à travers la planète, la construction et le démantèlement des bâtiments, ainsi que la transformation, le transport et le stockage des déchets nucléaires. Tout cela consomme énormément d'une énergie basée sur le carbone comme le charbon et le pétrole. Même une expansion massive de l'énergie nucléaire d'ici à 2050 ne permettrait une réduction des émissions de gaz à effet de serre que de 4%.

Les centrales nucléaires elles-mêmes relâchent des quantités inconnues de gaz à effet de serre plus puissants que le dioxyde de carbone – comme les gaz

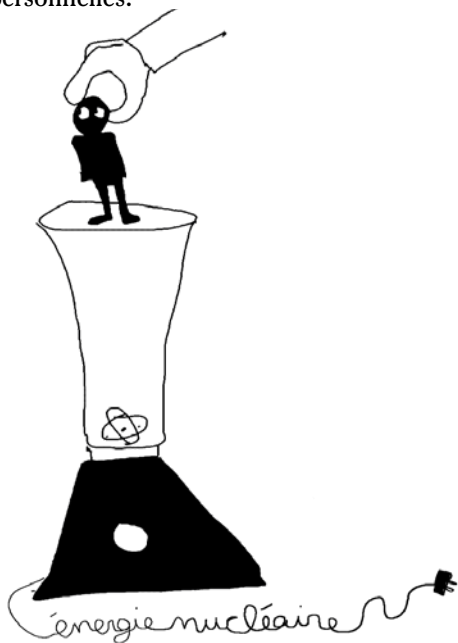
chlorofluorocarbones et hydrofluorocarbures, dangereux pour la couche d'ozone, et l'hexafluorure de soufre, l'un des gaz à effet de serre les plus puissants. Les émissions produites par les centrales vont croître avec le temps, alors que la déplétion des sources d'uranium va causer une augmentation de la quantité d'énergie utilisée pour extraire la même dose d'uranium utile. De plus, un nombre croissant d'études indiquent que si nous remplaçons toute l'énergie produite à partir de combustibles fossiles par du nucléaire, il y aurait suffisamment d'uranium économiquement viable pour alimenter les réacteurs pendant seulement trois à quatre ans.

Et il ne s'agit pas seulement des gaz à effet de serre. De même que le charbon et le pétrole, l'uranium est extrait des terres de peuples indigènes partout dans le monde ; les mines d'uranium, l'énergie nucléaire et les armes nucléaires sont responsables de violations des droits humains et du déplacement de communautés indigènes en Australie du Sud, en Arizona, au Nouveau Mexique, en Inde, en Chine et à travers l'Afrique. Les peuples indigènes dont les communautés et les terres sont détruites sont les mêmes qui sont employés dans ces industries, ignorant des dangers biologiques de la manipulation de matière radioactive. Fin 2006, des peuples indigènes de toute la planète, victimes de l'extraction d'uranium, des tests nucléaires, et du largage de déchets nucléaires, ont décrété une interdiction mondiale de l'extraction d'uranium sur les territoires indigènes.

Tirer profit des déchets nucléaires

L'uranium appauvri (UA) est un sous-produit du processus d'enrichissement pratiqué par l'industrie nucléaire. Le stockage de l'UA coûte cher et est dangereux, le résidu est donc vendu à très bas prix à l'industrie de l'armement. Les deux industries profitent énormément de cet arrangement.

Chaque kilo d'uranium enrichi, prêt à être utilisé dans les réacteurs, produit sept kilos d'UA. L'UA est un métal lourd chimiquement toxique et il est radioactif, il relâche des radiations alpha, beta et gamma. Il est utilisé dans les munitions perforantes en raison de sa très haute densité – 1,7 fois celle du plomb – et en temps que blindage des tanks, dans les missiles de croisière Tomahawk et certains types de mines antipersonnelles.



Les estimations de la quantité de munitions contenant de l'UA s'élèvent à 280 tonnes en ce qui concerne la guerre du Golfe en 1991 de la part des Etats-Unis et du Royaume-Uni, et à 14 tonnes dans les Balkans dans la dernière moitié des années 90 de la part de l'OTAN. Il y en eut d'autres utilisations à grande échelle durant l'invasion de l'Irak en 2003 et en Afghanistan en 2001. L'utilisation de l'uranium appauvri dans l'armement mène à des déchets toxiques et radioactifs qui contaminent les terres et l'eau des années après que la guerre soit finie, empoisonnant les genTEs et les écosystèmes qui survivent dans ces zones.

Maintenir une infrastructure de production d'énergie centralisée

Pour certaines personnes, il n'y a que peu d'intérêt à répéter les arguments familiers au sujet des coûts, de l'intensité-carbone, des capacités et des risques de l'énergie nucléaire. Ces arguments sont déjà largement connus.

Mais un autre aspect crucial dans le débat sur l'énergie nucléaire qui est souvent ignoré – et qui est également l'une des raisons pour lesquelles cette technologie dangereuse a été adoptée avec enthousiasme par les gouvernements au détriment des énergies renouvelables localisées – est que passer à cette forme d'énergie est tout simplement une façon commode de remplacer les modes de production actuels, centralisés, détenus par l'industrie, technocratiques et extrêmement rentables, à une époque où les combustibles fossiles sont rapidement en train de devenir socialement inacceptables.

Les sociétés modernes ont créé des systèmes socio-techniques élaborés qui relient la production, la distribution, et la consommation en des circuits cohérents. Le régime actuel de la production d'énergie se caractérise par des systèmes larges, complexes, centralisés et dirigés de façon hiérarchique, qui positionnent les « utilisateurs d'énergie » comme des « consommateurs d'énergie », acquérant l'énergie auprès d'un fournisseur dont la structure interne n'est pas particulièrement du domaine de l'intérêt public. La production d'énergie centralisée mène à la centralisation du pouvoir politique et économique, la déconnexion des communautés de la responsabilité et du contrôle sur l'énergie et crée un large système dévastateur. Actuellement, quasiment toutes les discussions au sujet du futur de l'énergie à faible intensité carbonique pose le postulat de base de systèmes de génération d'énergie centralisés à grande échelle.

Même l'éolien est promu avec des images de fermes éoliennes massives. Les énergies géothermiques, nucléaires, hydrauliques, par production de dihydrogène et par biomasse, les principaux systèmes faiblement émetteurs de CO₂, sont tous des projets à grande échelle basés sur un système de production centralisé. Mais le développement de tels systèmes énergétiques, promus comme des solutions au changement climatique, modifie seulement ce qui alimente le système, et fait perdurer les caractéristiques sociales et politiques et l'économie politique de nos infrastructures actuelles basées sur les combustibles fossiles, renforçant les relations sociales autoritaires et capitalistes. Toute discussion portant sur notre relation sociale à la production

et la consommation d'énergie est laissée de côté ou simplement ignorée. Si nous devons reconquérir la démocratie, un élément-clé doit être la démocratisation de la production d'énergie.

Les négociations internes

A travers un accord climatique post-Kyoto, l'industrie du nucléaire espère obtenir du crédit pour quelque chose qu'elle ne peut en réalité apporter : une production d'énergie propre, bon marché et sûre. L'inclusion au sein des mécanismes « flexibles » (Mécanisme de Développement Propre (MDP) et implémentation jointe (IJ)) permettra aux nations riches de construire des centrales nucléaires dans d'autres pays et d'obtenir des quotas pour les réductions d'émissions de CO₂ qu'elles sont censées permettre.

Depuis dix ans, l'industrie nucléaire a exercé des pressions sans répit pour que les centrales nucléaires soient incluses dans le MDP. Ils portent désormais leurs regards sur les mécanismes d'implémentation jointe. S'ils parviennent à leurs fins, cela signifiera que les firmes recevront des crédits-carbone pour la construction de centrales nucléaires à travers les « économies en développement » du Sud et des « économies en transition » des pays d'Europe de l'est et d'Europe centrale.

Ceux qui font pression pour que le nucléaire soit inclus dans le MDP prétendent vouloir partager leurs progrès technologiques avec d'autres pays à travers le monde, et que les gouvernements devraient être libres de décider eux-même quelles technologies sont soutenables et lesquelles

ne le sont pas. Certains pays du Sud soutiennent l'option nucléaire et ses promesses de subventions, mais d'autres craignent que les crédits carbonés liés à la production d'énergie nucléaire ne favorisent des projets à haut rendement au détriment de projets plus réduits et durables. Le lobby du nucléaire a reconnu que mettre l'accent sur les énergies renouvelables aurait pour effet de décourager l'investissement dans l'énergie nucléaire, et qu'à l'inverse, une politique soutenant le nucléaire, avec les subventions gouvernementales que cela suppose, signifierait un investissement réduit dans les énergies renouvelables.

Au cours des dix dernières années, l'industrie du nucléaire a pris en otage le débat sur le changement climatique pour pousser, avec succès, les gouvernements à entamer la construction d'une nouvelle série de centrales nucléaires à travers l'Europe. De nombreux états-membres, dont la Grande-Bretagne, la République Tchèque, la Finlande, la France, l'Italie, la Lituanie, la Pologne, la Suède et la Suisse prévoient ou sont en train de construire de nouvelles centrales nucléaires ou d'étendre leurs centrales existantes. La Suède a levé une interdiction de 30 ans sur de nouveaux projets de nucléaire ; plus de 20 ans après avoir interdit cette énergie, l'Italie a signé un accord avec la France pour au moins quatre centrales, et des débats sur de « nouvelles constructions » sont en cours en Allemagne, Belgique, aux Pays-Bas et en Hongrie. Un tel mode de production, centralisé, à grande échelle et privatisé, est à l'exact opposé de la réduction et de la relocalisation de la production énergétique qui sont des nécessités évidentes en vue

de résoudre la crise climatique. L'énergie nucléaire ne représente qu'un simple changement du produit d'alimentation, depuis les hydrocarbures vers l'uranium, éludant toute remise en question de l'organisation sociale, politique et économique de la production d'énergie actuelle, de sa consommation et des relations et dynamiques de pouvoir qu'une telle

organisation créée et impose. Il se trouve également que ce mode de production énergétique est coûteux, dangereux, émetteur de CO₂, que ses ressources sont limitées et que ses déchets sont une matière première bon marché et commode pour fabriquer des armes de guerre à base d'uranium appauvri.

La production alimentaire et le changement climatique.

Agriculture industrielle, fermes-usines et effondrement des écosystèmes

Nous savons que nos méthodes modernes de production alimentaire – agriculture industrielle et production intensive de viande – sont largement dépendantes des carburants fossiles et génèrent des quantités énormes de gaz à effet de serre (GES). Nous savons aussi que notre capacité à produire de la nourriture sera sévèrement réduite par les conséquences du changement climatique. A travers le monde, de petit-e-s fermier-ère-s et des réseaux comme Via Campesina luttent pour la souveraineté alimentaire et la production agricole soutenable à petite échelle. En Amérique du Sud, de nombreux-ses paysan-ne-s n'ont pas accès à la terre en raison de l'accaparement de celle-ci par des multinationales comme Monsanto, qui l'utilisent pour des monocultures de céréales et de soja destinées à nourrir le bétail. Ces compagnies agro-industrielles et agro-chimiques sont invitées aux négociations

intergouvernementales et poussent pour une intensification de l'agriculture industrielle, présentée comme leur « solution ». Ce type d'agriculture injecte dans les sols de vastes quantités d'engrais et de pesticides pétrochimiques toxiques, transporte la nourriture à travers les continents sur des distances absurdes en la réfrigérant. L'agriculture fermière traditionnelle repose sur la plantation de cultures variées, attirant un large éventail d'insectes dont certains sont les prédateurs naturels de ceux qui endommagent les récoltes. Les monocultures nécessitent au contraire une utilisation accrue de pesticides ; ceux-ci s'écoulent dans les nappes phréatiques et représentent une source majeure de pollution dans toutes les zones agricoles du monde. Ils appauvrissent les sols et provoquent une érosion en tuant des millions de micro-organismes qui maintiennent la fertilité et la structure de la terre. Cet appauvrissement et cette érosion nécessitent par la suite des engrais pétrochimiques en augmentation constante pour maintenir le niveau de production. En dépit de la quantité

de bétail produit, les exploitant-e-s de fermes industrielles utilisent des engrais artificiels au lieu du fumier animal. Cela entraîne des émissions d'oxyde d'azote, un gaz à effet de serre environ 275 fois plus puissant que le CO₂.

L'agriculture et la déforestation

L'agriculture industrielle et l'élevage animal intensif requièrent une déforestation importante, qui provoque des émissions de CO₂ massives alors que le carbone absorbé par les arbres est libéré en brûlant. L'assèchement des marais aux mêmes fins relâche de vastes quantités de méthane, un gaz à effet de serre qui a environ 62 fois l'effet du dioxyde de carbone. Alors que les sols sont appauvris, la pression augmente sur les forêts. La déforestation entraîne une diminution de l'eau qui s'évapore dans une zone, réduisant les précipitations. Des récoltes plus maigres en résultent, ce qui pousse les producteurs de soja et de bétail à utiliser ce qui reste de forêt tropicale humide plus rapidement, perpétuant le cercle vicieux.

Expropriations

Le système industriel, depuis quelques siècles et à travers le monde, a «enclos» les espaces fermiers, forçant les paysannes et les petits fermiers hors de leurs terres afin qu'elles soient utilisées par les multinationales pour faire pousser des denrées rentables pour l'export comme le cacao, la canne à sucre ou le soja. Des millions de personnes perdent leur

terre, leur indépendance et leur capacité à faire pousser leur propre nourriture : elles ne peuvent plus accéder à la nourriture que par le biais du marché.

Augmenter le rendement agricole, utiliser la pétrochimie et les nouvelles technologies génétiques a un effet minime sur les taux de la faim dans le monde car cela ne prend pas en compte les questions de l'accès à la terre et du pouvoir d'achat, et cela masque les vraies solutions comme la redistribution des terres et l'accès abordable à l'agriculture.

Production de viande : 51% des émissions globales

Le pourcentage utilisé jusqu'à aujourd'hui, basé sur un rapport des Nations Unies de 2006, indiquait que la production de viande génère 18% des émissions globales de gaz à effet de serre, ce qui représente déjà davantage que tous les transports réunis. Récemment, dans un document publié par le Worldwatch Institute, un «think-tank» américain, deux conseillers environnementaux de la Banque mondiale déclarent que le pourcentage est en fait de 51%. Le rapport précédent mésestimait la contribution aux émissions dans trois domaines : la production de méthane durant la digestion, l'utilisation des terres et la respiration des bêtes.

En plus de toutes les horreurs bien documentées sur le monde de l'industrie de la viande, sa production intensive, ainsi que celle de produits laitiers, est donc responsable à elle seule de davantage d'émissions de GES que n'importe quelle autre activité.

Dans de nombreux pays du monde, la consommation de viande est considérée comme un luxe. L'augmentation de la prospérité dans les pays du Sud mène à l'adoption de modes de consommation de viande calqués sur ceux des pays occidentaux, accroissant la pression sur la terre pour produire la nourriture du bétail, ce qui signifie que de moins en moins de terre est disponible pour la production de nourriture humaine elle-même. Le ratio est approximativement le suivant : pour produire un kilo de boeuf, on utilise huit kilos de céréales. En théorie, on peut donc nourrir huit fois plus de personnes avec une alimentation de base végétarienne. De même pour l'eau : la production de viande en utilise en quantités bien supérieures à la production de cultures végétales.

L'agriculture industrielle : une nouvelle source de crédits-carbone

Depuis peu, l'intensification de l'agriculture industrielle est présentée dans les négociations intergouvernementales comme une « solution » au changement climatique, problème qu'elle contribue à faire empirer. Des propositions sont faites pour inclure l'agriculture dans les sources de crédits-carbone, à travers des mécanismes de compensation comme le mécanisme de développement propre (MDP). Par exemple, les agrocarburants et les cultures d'OGM sont utilisés en les faisant passer pour des « solutions » au changement climatique.

Les dangers des agrocarburants

Les agrocarburants sont promus comme une alternative « écologique » aux carburants fossiles. Ils sont fabriqués à partir de plantes qui produisent du sucre ou de l'huile, comme la canne à sucre, le colza, l'huile de palme, le soja, ou le jatropha, et peuvent servir pour les voitures, les avions, et pour générer de l'électricité dans les centrales.

De vastes étendues de terres sont nécessaires afin de produire suffisamment d'agrocarburants pour remplacer une petite quantité de carburants fossiles. Ils sont devenus la raison principale de la déforestation des forêts tropicales humides. Ils génèrent davantage d'émissions de GES que les carburants fossiles car ils détruisent des écosystèmes entiers. Or, c'est la biodiversité qui garantit un climat stable. Les agrocarburants sont produits par l'agriculture industrielle à grande échelle ; celle-ci est l'une des plus importantes causes du changement climatique. L'étendre pour créer du carburant est une idée dangereuse.

Un porte-parole de l'ONU a déclaré que 60 millions de personnes pourraient devenir des « réfugié-e-s des agrocarburants » - forcé-e-s à quitter leurs terres pour faire place à des régions entièrement couvertes de monocultures d'agrocarburants. En Argentine, 200 000 familles ont d'ors et déjà été forcées à quitter leurs terres pour la culture du soja – bien davantage le seront avec le nouveau boom du soja cultivé pour la production de carburant.

« Nous devons remplir nos réservoirs, alors vous allez devoir mourir de faim. »

Cette équation basique n'est pas loin de la réalité. L'expansion rapide des agrocarburants était l'une des causes principales de la crise alimentaire de 2007-2008, lorsque les prix de différents produits alimentaires ont augmenté de plus de 100%, générant des émeutes à travers le monde alors que les populations ne pouvaient plus acheter de riz ou de maïs. Utiliser des récoltes de produits alimentaires pour faire du carburant pour les voitures et utiliser les terres à ces fins, provoque une augmentation des prix de la nourriture et des terres, ce qui signifie que de plus en plus de personnes n'ont plus les moyens de se nourrir.

Les OGM entrent dans la danse

Les organismes génétiquement modifiés sont déjà présentés par les multinationales comme la solution à l'insécurité alimentaire qui va résulter des effets du changement climatique. On nous dit que les récoltes OGM vont améliorer la productivité et que la technologie va créer des plantes résistantes à la sécheresse et autres problèmes agricoles liés au changement climatique.

Ce qu'on ne dit pas, c'est que la contamination des OGM dans le système alimentaire provoque une perte de la biodiversité et affaiblit les écosystèmes agricoles en les rendant vulnérables aux épidémies, en créant une résistance aux pesticides chez les insectes ; et que la perte de la variété des cultures réduit le potentiel d'un écosystème

à s'adapter au changement climatique. L'expansion des cultures OGM justifie davantage de déforestation, contribuant au problème. La plupart des OGM produits aujourd'hui servent à nourrir l'industrie hautement émettrice de la production animale (empoisonnant d'ailleurs à couvert la chaîne alimentaire). Et, ce qui est bien pratique pour les entreprises de produits chimiques (comme Monsanto, qui possède déjà 95% de toutes les cultures OGM au monde, en même temps qu'ils produisent les pesticides et engrais nécessaires à ces cultures), les OGM nécessitent une utilisation d'engrais et de pesticides chimiques accrue, créant de graves problèmes de santé parmi les populations locales.

Les cultures OGM conviennent bien au désir des multinationales de breveter les semences pour qu'elles soient commercialisables de façon exclusive et hautement rentables. Dans les communautés rurales en premier lieu, qui sont les plus répandues au monde et les plus directement affectées par le changement climatique, la modification génétique de l'agriculture va les empêcher d'accéder aux semences (les semences OGM étant quatre fois plus chères que les semences traditionnelles et celles-ci étant rendues de plus en plus difficiles d'accès dans de nombreuses zones). Ce qui va entraîner davantage de pauvreté, de faim, et la destruction de ces communautés, créant davantage de réfugié-e-s environnementaux-ales.

Ultimement, les cultures OGM sont une étape de plus en direction du modèle d'une agriculture exclusivement industrielle, en monocultures intensives pour l'export mondialisé, basées sur l'utilisation inten-

sive d'énergie et de carburants, et affaiblissent considérablement notre capacité à faire face à un effondrement majeur – en pratique, politiquement et physiquement.

Une autre agriculture est possible... et nécessaire !

Cette situation n'est pas inéluctable. Le réseau international des organisations paysannes, Via Campesina, démontre et souligne que l'agriculture soutenable à petite échelle réduit de fait les émissions de carbone et le changement climatique, et minimise l'impact environnemental de l'agriculture sur les plantes et les animaux, de même que sur l'air, l'eau et la terre. Les pratiques d'agriculture biologique et diversifiée augmentent les populations d'oiseaux et de mammifères sur les terres agricoles et assurent la diversité biologique nécessaire aux écosystèmes et à la stabilité des phénomènes climatiques. En terme de préservation et d'augmentation de la productivité des

sols et de la biodiversité, l'agriculture soutenable à petite échelle est bien plus efficace que les pratiques industrielles. Elles garantissent de plus la souveraineté alimentaire au niveau local.

La possession centralisée du système de production alimentaire par quelques grosses multinationales détruit les communautés agricoles partout dans le monde, menant à la pauvreté de masse et à la faim. Les responsables de ces multinationales sont assis-es à la table des négociations, et utilisent le changement climatique comme un prétexte pour augmenter leur mainmise et étendre ce système insoutenable et hautement polluant. Le problème ne peut pas être résolu en régulant l'utilisation de tel ou tel composant chimique, ou en bannissant les produits finis qui comportent des OGM dans certains pays. Le problème est systémique, et il requiert une solution qui démonte et remplace le système dans son intégralité.

Le dernier mot (pour l'instant)

Le désastre social qu'est le changement climatique apparaît clairement. On ne peut plus le considérer comme un problème «environnemental» seulement, ou un sujet dont les scientifiques doivent débattre entre eux-elles. La question maintenant est de savoir jusqu'à quel point le capitalisme va tourner le changement climatique à son avantage, ou bien si ce problème est celui qui va générer la rupture systémique complète dont le monde a tant besoin.

Nous avons vu l'Empereur sans ses habits – bien des fois déjà – mais par peur du changement climatique de nombreuses personnes étaient prêtes à lui laisser

encore une fois le bénéfice du doute. Car si ce n'est pas lui qui s'en occupe, qui peut nous sauver ? L'issue du sommet a apporté une réponse à cela : nous seuls, organisés collectivement, pouvons réellement prendre en main efficacement notre avenir commun. Les intérêts des gouvernements sont ceux des grandes firmes, à l'opposé de ceux des populations. Le grand show de Copenhague a ainsi une nouvelle fois exposé l'empereur dans sa nudité ; le temps est venu désormais de le pousser loin du trône pour de bon et de brûler cet objet répugnant – et ça fait combien, déjà, en crédits-carbone ?

La volonté d'en finir avec le règne du capitalisme qui a créé ce désastre nous mettra en conflit avec les intérêts des puissants, et leurs valets. La création et la défense des vraies solutions venant de la base ne se feront pas sans lutter. Organisons des Assemblées Populaires un peu partout, localement, pour agir dès maintenant.

Et ne relâchons pas notre attention et notre action par rapport aux projets dévastateurs qui prennent place à travers le monde, y compris ceux qui se développent sous prétexte de sauver la planète mais n'ont en réalité pas d'intérêt pour la population. Comme le changement climatique, notre lutte ne doit pas connaître de frontières.

Retour de Copenhague, et après?

Ce texte est un bilan, un point de vue parmi de nombreux autres, bien sûr, celui de l'un des organisateurs de la "Caravane du commerce au climat" qui ralliait le 7ème sommet de l'OMC de Genève au sommet sur le climat de Copenhague. A son bord, une soixantaine d'activistes des Pays du Sud étaient là pour mettre en lumière les conséquences que la mondialisation néolibérale et le changement climatique ont sur leurs vies. A Copenhague ils/elles ont partagé des alternatives et développé de nouvelles solidarités entre activistes du Sud et du Nord.

Pour nous, qui sommes revenus de Copenhague pleins d'espoir et d'énergie, c'était étrange de se rendre compte que beaucoup de ceux et celles qui ont suivi l'affaire de loin l'on vécu comme une catastrophe. Pourtant, c'était évident depuis un moment qu'il y aurait « au mieux » un accord sur de fausses (quoique très profitables) solutions. Les analystes critiques, comme des savants de pointe comme James Hansen, disaient déjà que No Deal serait mieux que leur Bad Deal. Finalement le deal proposé était si mauvais qu'il était impossible de l'imposer (le soi-disant Accord de Copenhague n'a pas été accepté par toutes les parties).

Dégoûtés par la cupidité et irresponsabilité totale des puissants, beaucoup ne se rendent pas compte que cette farce tragique – et l'action unitaire de différents réseaux de base – a ouvert un nouvel espace politique dans lequel de vraies solutions ont une chance. Alors que j'écris, arrive l'invitation de Evo Morales à un sommet mondial des mouvements sociaux sur le changement climatique. L'espace grandit. Comme disait un des slogans à Copenhague «Who's summit ? Our summit !»

Reclaiming Power à Copenhague Un pas décisif vers un mouvement global pour la justice climatique

On dit souvent que la révolution française a commencé quand une partie du clergé et de la petite noblesse a déserté leurs assemblées respectives, convoquées par le roi, pour se joindre à l'assemblée du peuple, le tiers état. Si ce qui s'est passé à Copenhague se communique, peut-être que la manifestation Reclaim Power du 16 décembre et son Assemblée Populaire sera

le point de départ de quelque chose d'aussi important. Cela peut paraître exagéré. Nous n'étions que quelques milliers, seule une poignée ont réussi à pénétrer les fortifications du Bella Center et la manif de déléguées de l'intérieur qui tentait de nous rejoindre a été refoulée à coup de matraque. Mais à Seattle aussi, ce n'était que quelques milliers de jeunes qui ont mené l'action décisive, et ils n'ont fait que retarder l'ouverture de quelques heures. A Copenhague, les flics dominaient sur le terrain, mais leur violence n'a fait que souligner notre victoire politique étonnante.

Alors que les puissances mondiales perdaient toute crédibilité, se disputant pour se saisir d'un maximum de CO2 (c'est à dire de production et de profits), des centaines d'ONG accréditées (l'équivalent moderne du clergé de l'Ancien Régime) et les délégations gouvernementales de la Bolivie, du Venezuela et de Tuvalu ont décidé de quitter le sommet pour se joindre à l'Assemblée Populaire et discuter des vraies solutions. Exactement le scénario dont nous avions rêvé.

Mais nous n'avions jamais imaginé que nos ennemis seraient assez bêtes pour dramatiser leur peur de notre action : exclusion arbitraire de centaines d'ONG qu'ils soupçonnaient de vouloir nous rejoindre : des centaines d'arrestations « préventives » et de fausses accusations, notamment contre les porte-paroles et organisateurs de la manif ; confiscation violente du camion sono d'une manif autorisée et surtout le fait de matraquer et tenir prisonniers dans le centre de Conférence les déléguées officielles qui voulait se joindre à l'Assemblée ! Après l'infiltration policière massive, l'attaque policière contre l'assemblée tenue

à Christiania deux jours avant (qui leur a permis d'arrêter une bonne partie du service d'ordre de la manif) et la saisie de toutes sortes de matériaux (y compris les bicyclettes et les banderolles), ce niveau de répression apparemment irrationnel était sans doute le reflet de la peur du pouvoir par rapport à notre projet.

Très clairement, dès le départ le projet de la police était de complètement nous désorganiser, puis de nous provoquer afin de pouvoir nous casser la gueule et nous servir aux médias comme une « émeute ». Mais elle n'avait pas imaginé que la manif – même sans « leaders » ni camion – serait capable de s'auto-organiser et de réaliser le projet prévu : tenter de rentrer de manière non-violente dans le centre, tenir l'assemblée avec les prises de parole des mouvements, les groupes de discussion, etc., retour groupé en ville, etc.

Certains des activistes les plus expérimentés étaient déçus que plus de matériel n'est pas arrivé jusque à l'enceinte, qu'il n'y a pas eu plus d'efforts concertés pour la passer, que les autres tronçons de la manif ont été neutralisés aussi rapidement. Mais bien que la désobéissance civile et les efforts pratiques pour entrer dans la Conférence étaient un aspect essentiel de notre positionnement politique, nous ne devons pas rester fixés sur ce niveau purement tactique. L'objectif n'était pas de rentrer en soi, c'était d'affirmer notre DROIT d'y entrer et y tenir une Assemblée pour parler des vraies solutions. De rendre impossible d'ignorer QU'IL Y A un agenda alternatif. C'est pour cela que tenir l'Assemblée – que ce soit juste dedans ou juste dehors – était l'objectif essentiel.

Le gros des médias s'étaient déjà enfui au moment de l'Assemblée, mais cela n'enlève rien au sens politique d'une manifestation et d'une assemblée qui a réuni les jeunes activistes européens de Climate Justice Action avec les mouvements sociaux les plus significatifs du Sud. Étaient présents des mouvements paysans de tous les continents de Via Campesina, Jubilee South et tous les mouvements représentés dans la Caravane du Commerce au Climat : les peuples d'Océanie, les pêcheurs Philipins, les sans-terre d'Inde, les paysans les plus menacés du Bangladesh, des peuples indigènes du Mexique, du Panama, de Colombie, des Andes, etc. Tous sont menacés par le changement climatique et tous rejettent catégoriquement l'agression néo-néo-coloniale, qui sous couvert de « solutions de marché », cherche à faire payer – plus brutalement que jamais – pour un nouveau cycle d'expansion capitaliste « verte ». Plus important, ils étaient là pour proposer de vraies solutions, telles que : la souveraineté alimentaire, la souveraineté énergétique, de laisser le pétrole sous la terre, de relocaliser radicalement la production et une autre conception du « vivre bien », qui invite le Nord à reconnaître sa Dette Climatique et questionner radicalement le projet capitaliste de croissance infinie avec sa sur-production et sa sur-consommation insoutenable.

Le point critique est que cette assemblée n'était pas un moment passager, ni un fruit du hasard. Elle a marqué une convergence sur le long terme entre différents réseaux et cultures politiques : des réseaux mondiaux de mouvements sociaux et d'ONGs progressistes, tels que Climate Justice Now (CJN) ou Our World Is Not For

Sale (OWINFS) ; des réseaux composés plus par les jeunes activistes du Nord comme Climate Justice Action (CJA), les Climate Camps, les anciens de l'Action Mondiale des Peuples, etc. Une victoire politique ce ne juge pas sur tant le résultat concret face aux flics (et encore moins dans les résultats de leur sommet). Une victoire, c'est de sortir de la bataille plus crédibles et plus unis qu'avant. Crédibles : on peut espérer qu'aujourd'hui les gens qui croyaient qu'il suffirait de faire pression sur nos dirigeants pour faire un « bon accord », vont mieux comprendre la nécessité de construire nous-mêmes les solutions et de les imposer par une mobilisation à la base. Unis : depuis que les Zapatistas ont suscité le mouvement anti-mondialisation il y a 13 ans, il n'y a jamais eu une alliance aussi large d'organisations appelant pour un « changement de système ».

Spontanément, la même proposition a surgi des assemblées de bilan du CJN et du CJA : organiser partout des Assemblées Populaires, pour s'attaquer aux problématiques du changement climatique au niveau local et régional. Celles-ci pourraient organiser contre des sources locales de CO2 (les transports, par ex.) ou contre les fausses solutions (le nucléaire, etc.), mais aussi imposer ou construire directement des solutions réelles (les réseaux locaux de souveraineté alimentaire, par ex.). En même temps, par leurs liens avec les autres assemblées, elles construiraient le mouvement mondial, avec une journée mondiale d'assemblées l'été prochain, puis une journée mondiale d'action sous le mot d'ordre « Changer le système, pas le climat ! ».

Voilà pour les idées, mais il est aussi important de parler de l'esprit, de la conviction, de l'enthousiasme, de la passion qui ont fait de cette manifestation et d'autres évènements à Copenhague des moments si magiques. Objectivement, nous étions pratiquement prisonniers des flics, mais cela ne touchait pratiquement pas les gens. Il n'y avait pas de peur ou d'impuissance. La marche de retour avait été annoncée – de façon un peu gonflée – comme «la marche de la victoire», mais effectivement ça donnait un peu cette impression. Après une dizaine de kilomètres et huit heures dans le froid et la neige, la manif est arrivée dans le centre-ville toujours aussi compacte et hurlant les slogans dans un flot continu. Même la dernière manifestation pour les prisonniers était non seulement très grande, mais avait une ambiance presque joyeuse. Par exemple, la mère d'une des porte-paroles arrêtées a chanté du Janis Joplin et une chanson qui lui était venue pendant la manif du Reclaim Power. Les gens doivent se sentir très sûrs de leurs idées et très sûrs des autres pour oser des choses pareilles. Alors que la manif avançait dans la nuit du nord, un slogan m'est revenu de nouveau de Seattle «We are winning».

A présent, nous devons toutes et tous rentrer chez nous, faire passer le mot et faire que cela se réalise partout. Il est clair à présent que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Le défi est colossal, mais partout il y a des gens qui savent que nous n'avons pas le choix.

Messieurs, ce que
vous voyez là
est une aubaine
incroyable.

ALLONS - Y .

CHANGEMENT
CLIMATIQUE

